

de citoyens (dispositif fermé) dans le cadre du débat public sur la politique des transports dans la vallée du Rhône et de l'arc languedocien (dispositif ouvert). Ils montrent comment les conditions de crédibilité du débat ont été préparées au travers de l'atelier citoyen, temps essentiel de l'information des citoyens ordinaires, pour l'étape suivante : la délibération, pendant le temps du débat public.

Mais certains débats n'aboutissent sur aucune décision des maîtres d'ouvrage ; ce qui n'exclut pas qu'ils produisent des effets sur les acteurs eux-mêmes : si certains des nombreux débats sur des projets ferroviaires initiés par Réseau ferré de France (RFF) n'ont pas été concrétisés, l'expérience de la pratique des débats lui a-t-elle permis d'approfondir la réflexion sur la conduite de projets, notamment en les ancrant davantage sur le territoire et en leur octroyant une meilleure lisibilité. Toutefois, il faut ajouter que, généralement, les maîtres d'ouvrage se plient à la procédure du débat public, contraints par la loi, plutôt qu'ils ne l'attendent avec enthousiasme. Ce qui les conduit à entrer dans des jeux de négociations, des stratégies d'influence, en amont ou en aval du temps du débat. En tout état de cause, il est admis par ces derniers que les effets du débat dépassent le cadre des projets *stricto sensu* et viennent les questionner sur la façon de penser les projets et de partager les réflexions avec des tiers.

Enfin, la dernière partie est consacrée à cette fonction indispensable consistant à « Évaluer le débat public ». Les auteurs portent ici plusieurs regards sur la portée du débat public et mobilisent différents critères d'évaluation, questionnant les finalités de ce dernier. Constitue-t-il une double épreuve, d'abord participative, puis délibérative, mettant en tension l'efficacité des acteurs et la légitimité du public ? S'agit-il de faire le tour des points de vue ou de favoriser la dynamique des échanges ? En même temps, on voit bien la valeur pédagogique de cette procédure en évolution, dans sa dimension d'évaluation des apprentissages d'un processus d'abord relationnel. Car, comme le souligne Georges Mercadal, l'un des anciens vice-présidents de la CNDP, la loi instituant le débat public est restée muette sur sa finalité, se bornant à cadrer les principes philosophiques et les règles d'organisation de l'institution CNDP. D'où l'approche pragmatique de la Commission et les évolutions qu'elle a engendrées depuis 14 années d'exercice.

Cette pratique, déjà longue de quelques 30 débats publics organisés par des commissions particulières,

mobilise nombre de disciplines des sciences humaines et sociales, avec un pluralisme théorique riche de confrontations et d'apports divers. N'en demeure pas moins dans cet ouvrage, que les limites de l'institutionnalisation et de la procédure du débat public n'apparaissent pas aussi clairement qu'on aurait pu s'y attendre. Car nombreuses sont les controverses qui émergent dans l'espace public et qui s'expriment grâce à des outils moins théâtralisés, mais tout aussi normatifs (enquêtes publiques ou étapes obligatoires de concertation dans les projets d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement). Mais, on l'aura compris, le débat public CNDP constitue un objet incontournable pour la compréhension des transformations en cours de l'action publique française.

Agnès Weill

CREM, université Paul Verlaine-Metz
agnes@weill-Paysage.com

Monique SARFATI-ARNAUD, *Marche ou crève. Voix migrantes de l'Amérique latine*, trad. de l'espagnol par Brigitte Amat.

Québec, Les Presses de l'université Laval, coll. Mémoire et survivance, 2008, 216 p.

Dès ses origines, la littérature latino-américaine s'est emparée d'une diversité de discours qui ont établi des liens entre le réel et l'art de la narration. Parmi ceux-là, on trouve la chronique, le témoignage, les Mémoires, le journal, le récit de voyage, la biographie, l'autobiographie ou l'essai, des approches du vécu sous l'angle d'une expérience narrative qui se veut document du réel. En somme, il s'agit d'une poétique de la vérité qui met en scène une tension narrative entre la fiction et la réalité, celle-ci constituant la base historique de la littérature latino-américaine.

En 2008, *Marche ou crève. Voix migrantes de l'Amérique latine* reprend cette perspective testimoniale. Dans cet ouvrage, Monique Sarfati-Arnaud (professeur au département de littératures et de langues modernes de l'université de Montréal) réunit les interviews réalisées auprès de trois femmes latino-américaines résidentes à Montréal. La protagoniste du premier entretien est Elena Arias, d'origine mexicaine (pp. 23-85) ; le deuxième est réalisé auprès d'une Guatémaltèque, Martha Hernández de Monroy (pp. 87-139) ; le troisième présente le témoignage d'une Péruvienne, Irma Núñez de la Torre (pp. 143-211). Certaines caractéristiques communes rapprochent ces expériences : leurs récits de vie retracent un parcours d'émigration et d'intégration

dans une autre culture ; leurs déplacements furent réalisés depuis une périphérie rurale vers un ou plusieurs centres urbains (San Miguel Banderas-Mexico D.F., Jutiapa-Guatemala, Cuzco-Lima), jusqu'à la destination finale : Montréal ; la migration devient exil ; les trois récits s'organisent de manière chronologique et passent par des expériences épiques similaires : des vies marquées par la pauvreté, une formation scolaire ou universitaire brisée, la précarité laborale, la solitude, des épreuves sentimentales, et une même intégrité religieuse ; l'expérience intime, douloureuse et traumatique de chacune de ces femmes dévoile le contexte socioculturel et politique de leurs pays d'origine (fuir l'autorité paternelle et améliorer ses conditions de vie en ce qui concerne la Mexicaine Elena ; la guerre civile qui déchire le Guatemala au début des années 80 pour Martha ; la violence politique dans le Pérou des années 80, pour Irma) ; les récits de cette expérience donnent lieu à un sujet collectif désigné comme « la femme latino-américaine » (collectif présenté de manière acritique, car directement associé à une prétendue identité d'origine qui se trouverait dissociée de sa représentation discursive), ou bien, la collectivité d'appartenance de l'interviewée (le village d'origine, les *ladinos*, la communauté *maya*).

Dès la préface (pp. xi-xix), le ton de l'ouvrage est donné. Il s'agit d'accorder « la priorité au caractère véridique de la narration, à son authenticité, condition indispensable pour établir un contrat de véridicité » (p. xvi). En donnant entière confiance à la valeur de vérité du récit écouté, et donc à la sincérité de l'interlocuteur, l'intérêt théorique de Monique Sarfati-Arnaud porte sur le discours testimonial qui a eu lieu en Amérique latine à partir des années 60, un discours qui rend compte des « éléments de la réalité environnante et dont l'objectif principal sera de faire connaître au grand jour la version occultée de l'histoire officielle [...] à partir de sources "vivantes", en mesure de transmettre une histoire immédiate » (p. xiii). Cette face cachée de l'Histoire est éclairée par les sans-voix, ces dominés dont la représentation ethnique correspond majoritairement dans la région à la population indigène défavorisée. Il s'ensuit que le témoignage se trouve directement associé à la culture populaire et à l'oralité comme moyen de transmission ; ainsi, par ses conditions d'énonciation, devient-il intrinsèquement politique et « subversif » (p. xv). Dans cet ouvrage, le discours testimonial est considéré comme un récit contestataire pouvant contredire la version lettrée (écrite) de l'Histoire.

Sous cet angle, l'entretien qui suit la préface, celui de Monique Sarfati-Arnaud par Marta Bulnes (pp. 1-22), contribue à mieux cerner l'engagement de l'auteure – en tant qu'interviewer – avec la vérité transmise dans ces actes de mémoire. Ainsi la motivation profondément vériste de Monique Sarfati-Arnaud est-elle illustrée par les objectifs présentés dans cet entretien : faire connaître les violents événements socio-historiques qui caractérisèrent la région depuis les années 60 ; interroger les frontières théoriques et méthodologiques qui séparaient les cultures populaires et les cultures savantes ; prendre en considération le rôle du médiateur et ses rapports avec l'institution littéraire, voire le monde universitaire ; tourner un regard critique vers le processus de production du discours testimonial en tant que forme narrative ; sonder les critères de sélection des protagonistes (des femmes d'origine latino-américaine, résidentes permanentes à Montréal, d'extraction populaire, peu scolarisées, ayant subi un processus d'émigration en plusieurs étapes vers l'étranger pour des raisons politiques ou socio-économiques). S'agissant de bien interpréter la parole des interlocutrices afin de mieux saisir l'expérience de la souffrance et de la migration, Marta Bulnes et Monique Sarfati-Arnaud abordent les conditions du travail d'interview : les circonstances d'enregistrement, les contextes dans lesquels se sont déroulées les conversations, la prédisposition des protagonistes, l'effet de catharsis libéré par l'exercice de la mémoire, le type de questions posées et leur fonction opérative pendant l'entretien, les difficultés liées au travail de transcription et ses opérations de rectification, de sélection, de découpage, d'élimination, d'enjolivement (l'interviewée fabule-t-elle ? Épargne-t-elle certains détails ? Son récit traduit-il une vision particulière, mythique ou sacrée, de sa culture ?), des interventions qui, dans une mise en écriture de la parole orale, obligent l'interviewer à respecter ses engagements de « véridiction » (p. 16) vis-à-vis du lecteur, sans trahir pour autant la vérité de la personne qui raconte.

Une postface (pp. 213-216) intitulée « Témoigner, dire la souffrance, vivre et revivre », écrite par Francine Saillant, professeur titulaire au département d'anthropologie de l'université Laval, clôt l'ouvrage. Ces pages soulignent la portée collective de ces trois récits d'expérience intime portant sur la souffrance sociale, les conditions historiques, structurelles, culturelles et politiques imbriquées dans ces témoignages. Il s'agirait pour l'anthropologue qu'est Francine Saillant, de dénicher la richesse de ce travail « qui se situe à la croisée de la littérature,

de la psychanalyse, de l'enquête anthropologique et historique » (p. 216).

Certes, le discours testimonial (notamment celui qui prolifère vers la fin des dictatures sud-américaines, il y a une vingtaine d'années déjà) a donné lieu en Amérique latine à un travail de mémoire qui s'arrogeait la fonction politique de restaurer les liens sociaux qui avaient été détruits par la violence d'état ou égarés en exil. Les victimes de cette violence prirent la parole pour raconter leur horreur. Le récit des faits fut alors indispensable à toute entreprise de reconstruction personnelle, collective, nationale. Ainsi douter du récit d'une victime semblerait-il indécent, car si sa parole est porteuse d'une vérité indubitable, son discours devrait aussi être préservé de tout scepticisme. Néanmoins, il s'avère nécessaire de rappeler que, méthodologiquement, tout acte de témoignage à la première personne, est avant tout un discours. On devrait par conséquent pouvoir éviter la révérence inconditionnelle envers la vérité testimoniale. Le récit du passé ne devrait pas être considéré comme imperméable au moment présent de l'expérience énonciative. Le passé testimonial ne nous arrive-t-il pas altéré, car animé par un principe de cohérence provenant du présent ? Outre le propos déclaré dans la préface par l'auteure (« redonner à la femme latino-américaine une place dans l'imaginaire de cette société », « montrer à quel point la femme latino-américaine peut ou non s'intégrer à une autre culture », p. 14), quelles seraient la fonction et la finalité de ces actes de mémoire ? Et en dernier ressort, au-delà de la forme du discours ou de la confiance irréflectée dans le souvenir du vécu à la première personne, ne faudrait-il pas interroger les conditions culturelles et politiques qui rendent le témoignage crédible ? Cette problématique qui a trait au phénomène de crédibilité de la parole d'autrui ainsi qu'à l'expérience d'une victime devenue témoin de son propre vécu – autrement dit, cette relation indissociable entre trois niveaux distincts de réalité que sont la vie, l'expérience et le récit – n'est pas évoquée dans l'ouvrage.

Marta I. Waldegaray

Écritures, université Paul Verlaine-Metz
waldegaray@univ-metz.fr

Michel WIERVORKA, dir., *Nos enfants*.

Auxerre, Éd. Sciences humaines, 2008, 296 p.

Cet ouvrage reprend les interventions des « Entretiens d'Auxerre » de 2008, organisés par la revue *Sciences humaines* et abordant la question

de l'enfance. Vingt contributions sont présentées, réparties en quatre parties : les représentations et valeurs « au pays de l'enfance », des « regards historiques et géographiques », « le droit à l'enfance », l'« enfance et la Cité ». Le lecteur y trouve un certain nombre de synthèses historiques et problématiques (par exemple dans les contributions de Michel Wiervorka, François de Singly, Serge Tisseron, Hervé le Bras, Dominique Mehl, Anne Muxel), des états des lieux (Claire Brisset, Jean-Pierre Rosenzweig, Michel Miaille), des contributions plus pointues (Danièle Alexandre Bidon, Jean Bart, Claude Delasseille, Violetta Stan) ou des témoignages plus locaux (Guy Férez, Jacques Chauvin, Henri de Raincourt).

L'ouvrage peine parfois à trouver son unité et sa logique et on aurait souhaité une introduction qui reprenne de manière claire les contributions pour les situer dans une problématique d'ensemble. Les intitulés généraux des quatre parties ne sont pas absolument fiables : la contribution de Serge Tisseron aurait probablement plus sa place dans la troisième partie. Inversement, celles d'Alexandre Bidon et de Guy Gauthier, auraient plus eu leur place dans la première partie. Il faut donc trouver son propre chemin, par exemple en reprenant les questions figurant en quatrième de couverture en en modifiant l'ordre : « Comment nous représentons-nous les enfants ? Qui sont-ils ? Où vont-ils ? Quelles valeurs leur transmettre ? ».

Concernant la représentation de l'enfance, Michel Wiervorka (pp. 5-16) rappelle l'importance de la thèse classique de Philippe Ariès sur l'historicité du sentiment de l'enfance. Danièle Alexandre-Bidon (pp. 87-102) la précise pour le Moyen Âge, à partir de l'importance de l'enfant dans les ouvrages de médecine, qui annonce une médecine infantile. Guy Gauthier (pp. 135-164) reprend l'évolution dans la littérature de la figure de l'enfant de Paris jusqu'au « jeune de banlieue », telle qu'une certaine littérature contemporaine en offre l'image, et qui se positionne comme l'« anti-gamin de Paris, l'envers du mythe » (p. 146). Pour Bruno Remaury (pp. 55-68), l'enfant n'est plus aujourd'hui perçu comme un « état initial », mais comme « un but à atteindre » (p. 67). Sa conclusion doit être nuancée car certaines figures de l'enfance – comme l'a montré Isabelle Cani pour Harry Potter (*Harry Potter ou l'anti-Peter Pan. Pour en finir avec la magie de l'enfance*, Paris, Fayard, 2007) – sont en fait des figures d'adieu à celle-ci.

Mais qu'y a-t-il au-delà de la représentation ? Que sont nos enfants ? Il faut d'abord envisager le